



Liberté · Égalité · Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

02293X0121

Direction départementale des affaires  
sanitaires et sociales  
Service santé - environnement

## PRÉFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

### Arrêté préfectoral

Portant :

#### 1°) Déclaration d'utilité publique

a) de la dérivation des eaux par le forage de Serey, situé sur la commune de Jaillon et appartenant au syndicat intercommunal des eaux de Villey-Saint-Etienne / Jaillon

b) d'établissement des périmètres de protection de ce point d'eau

#### 2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,  
Chevalier de la légion d'honneur,

- Vu le code de la santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et R.1321-1 à R.1321-66 ;
- Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.214-1 à L.214-2 et L.215-13 ;
- Vu le code de l'expropriation et notamment les articles L.11-1 à L.11-8 et R.11-1 à R.11-31 ;
- Vu le décret modifié n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application n° 55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;
- Vu le décret n° 86-455 du 14 mars 1986 portant suppression des commissions des opérations immobilières et de l'architecture et fixant les modalités de consultation du service des domaines ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et départements ;
- Vu l'arrêté du ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées, en date du 26 juillet 2002, relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles 5, 10, 28 et 44 du décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 concernant les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 15 janvier 1981 modifié portant règlement sanitaire départemental ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> septembre 2006 prescrivant l'ouverture de deux enquêtes publiques conjointes :
- 1°) préalable à la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection du forage de Serey par le syndicat intercommunal des eaux de Villey-Saint-Etienne – Jaillon en commune de Jaillon et Villey-Saint-Etienne
- 2°) parcellaire en vue de la détermination des immeubles concernés par les périmètres de protection réglementaires précités sur le territoire des communes de Jaillon et Villey-Saint-Etienne ;
- Vu la délibération de la commission administrative du syndicat des eaux de Villey-Saint-Etienne – Jaillon du 27 juillet 2006, sollicitant la déclaration d'utilité publique de dérivation des eaux et d'établissement des périmètres de protection du forage de Serey du syndicat ;
- Vu le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique de février 2005 ;
- Vu les pièces du dossier des enquêtes auxquelles il a été procédé dans les communes de Jaillon et de Villey-Saint-Etienne ;
- Vu les registres d'enquêtes et les pièces attestant le bon déroulement des enquêtes ;
- Vu l'avis du commissaire enquêteur à l'issue de ces enquêtes ;
- Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours de sa séance 26 janvier 2007 ;
- Considérant la nécessité de protéger la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine ;
- Sur proposition du secrétaire général de Meurthe-et-Moselle ;

## Arrête

### Titre I – Dispositions générales

#### Article 1er - Objet

Le présent arrêté concerne :

- 1°) la dérivation des eaux souterraines par le forage de Serey du syndicat intercommunal des eaux de Villey-Saint-Etienne – Jaillon dénommé ci-après 'la collectivité', sur le territoire communal de Jaillon ;
- 2°) l'établissement des périmètres de protection autour de ce point d'eau ;
- 3°) l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

#### Article 2 – Déclaration d'utilité publique

Sont déclarés d'utilité publique :

- 1°) le prélèvement d'eau dans le milieu naturel pour la production d'eau destinée à la consommation humaine par le forage de Serey de la collectivité ;
- 2°) l'établissement des périmètres de protection autour de ce point d'eau ainsi que la définition des prescriptions associées à ces périmètres.

### Titre II – Dérivation des eaux

#### Article 3 - Situation

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines par le forage ci-après identifié :

Appellation	Commune	Parcelle	Code minier	Coordonnées Lambert II Etendu (m)		Altitude (m)
				X =	Y =	
forage de Serey	Jaillon	ZE 37	02293X0121	867532	2422805	202

#### Article 4 - Débits prélevés

Le débit prélevé ne peut excéder 35 m<sup>3</sup>/h, pendant 15 heures par jour.

#### Article 5 - Sauvegarde des intérêts généraux

Dans l'hypothèse où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux sont compromises par cette dérivation, la collectivité doit restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui sont à fixer par l'autorité administrative responsable de la police des eaux.

#### Article 6 - Mesures de débits

Les appareils de contrôle des débits prélevés sont conformes aux normes AFNOR.

La collectivité tient un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit, une fois par semaine ;
- incidents survenus telles que pannes et non-conformités des eaux ;
- modifications d'installations.

Ce registre est examiné et visé par les agents chargés de la police des eaux au cours de leur tournée.

Un compte rendu annuel d'exploitation est transmis au service chargé de la police des eaux.

Ce compte rendu fournit les données suivantes :

- débit horaire maximum prélevé, en m<sup>3</sup>/h ;
- débit journalier maximum prélevé, en m<sup>3</sup>/j ;

- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés ;
- incidents survenus et modifications d'installation.

Ce compte rendu peut être remplacé par le compte rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée tel que l'affermage.

#### Article 7 - Indemnisation

La collectivité indemnise les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, des dommages qui leurs ont été causés par la dérivation des eaux.

### Titre III – Périmètres de protection du point d'eau

#### Article 8 - Définition des périmètres de protection

Le plan parcellaire et l'état parcellaire annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale des parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

##### 8-1 Périmètres de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate du forage de Serey est situé sur la commune de Jaillon et concerne les parcelles ci-dessous :

Commune	Lieu dit	N° de parcelles	Surface de l'emprise
Jaillon	Serey	ZE 37 et ZE 39	13a 22ca

##### 8-2 Périmètres de protection rapprochée

Le périmètre de protection rapprochée est situé sur les communes de Jaillon et de Villey-Saint-Etienne et concernent les parcelles suivantes :

Commune	Section	Lieu dit	N° de parcelles
Jaillon	ZE	Le Moulin	26 à 32 ;
	ZE	Serey	13 ; 15 à 20 ; 36 ; 38 ; 40
	ZE	La Corre	23 à 24
	D	La Corre	67 à 83 ; 85 à 99
	D	Au dessus du Moulin	25 ; 38 à 60
Villey-Saint-Etienne	ZD	La carrière	86
	ZD	A la Forge	21
	ZD	Au dessus de la Cote de Vermaux	87 à 89
	A	A la Cote de Vermaux	24 à 28
	A	Au dessous de la Cote de Vermaux	6 à 23
	A	A la Vermière	29
Surface totale de l'emprise du périmètre de protection rapprochée			32ha 72ca 50a

##### 8-3 Périmètre de protection éloignée

Le périmètre de protection éloignée se situe sur la commune de Jaillon et s'étend sur une surface de 17,5 hectares environ.

Un plan du périmètre de protection éloignée est annexé au présent arrêté.

## Article 9 - Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection

### 9-1 Périmètres de protection immédiate

Les terrains nécessaires à la constitution du périmètre de protection immédiate sont la propriété de la commune et doivent le rester. Ils doivent être clôturés et n'être accessibles qu'aux seules personnes chargées du contrôle ou de l'entretien des captages.

Toute activité autre que celles directement liées à l'entretien des ouvrages (notamment forage, station de pompage et de traitement) est interdite.

La surface du périmètre de protection immédiate est régulièrement entretenue. L'herbe est régulièrement fauchée, avec exportation des résidus. Aucun épandage ou dépôts de produits chimiques (engrais, phytosanitaires, ...) n'y est autorisé.

### 9-2 Périmètre de protection rapprochée

A l'intérieur de ce périmètre est interdit tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement et notamment :

- En ce qui concerne les travaux souterrains sont interdits :
  - ☐ les nouveaux captages d'eau dans le même aquifère sauf pour remplacer l'ouvrage actuel ;
  - ☐ l'exploitation de carrières ;
  - ☐ l'ouverture de fouilles, tranchées, excavations de plus de deux mètres de profondeur sauf pour la mise en place du réseau d'eau ou de gaines techniques sèches ;
  - ☐ la réalisation de mares et d'étangs.
- En ce qui concerne les stockages et dépôts, sont interdits :
  - ☐ les dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détrit, de déchets industriels, de tous produits polluants susceptibles d'altérer la qualité des eaux ;
  - ☐ les stockages de produits chimiques ;
  - ☐ les stockages d'hydrocarbures et liquides inflammables ;
  - ☐ les stockages de produits destinés aux cultures ;
  - ☐ les stockages d'effluents industriels, d'effluents domestiques collectifs ;
  - ☐ les stations d'épuration, le lagunage ;
  - ☐ les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains.
- Sont interdites les canalisations :
  - ☐ d'eaux usées domestiques collectives et d'eaux usées industrielles ;
  - ☐ d'hydrocarbures, produits chimiques liquides ou gazeux.
- En ce qui concerne les rejets, sont interdits :
  - ☐ les rejets d'eaux usées domestiques et industrielles ;
  - ☐ les rejets d'effluents agricoles ;
  - ☐ les rejets d'installations autonomes de traitement d'eaux usées ;
  - ☐ les bassins d'infiltration d'eaux pluviales.
- En ce qui concerne les constructions sont interdits :
  - ☐ toute construction produisant des eaux usées raccordées ou non à un assainissement collectif ;
  - ☐ les campings, caravanning et annexes ;
  - ☐ les cimetières ;
  - ☐ la création d'installations classées et de bâtiments d'élevage ;
  - ☐ l'implantation de silos produisant des jus de fermentation.
- En ce qui concerne les activités agricoles sont interdits :
  - ☐ le maraîchage, les serres et pépinières ;
  - ☐ l'épandage de lisiers, boues industrielles et boues de station d'épuration ;
  - ☐ le retournement des prairies permanentes existantes sauf pour un réensemencement immédiat ;
  - ☐ les abreuvoirs, installations mobiles de traite, abris à moins de 150 mètres du captage.

- En ce qui concerne les activités forestières sont interdits :
  - ☐ Les défrichements ;
  - ☐ Les aires de stockages des bois coupés ;
  - ☐ L'utilisation de pesticides ;
  - ☐ Le traitement du bois stocké ;
  - ☐ L'affourage ou l'agrenage de gibier à moins de 150 mètres du forage.

**A l'intérieur de ce périmètre sont réglementés :**

- En ce qui concerne les travaux souterrains :
  - ☐ Les sondages et forages de reconnaissance seront exécutés dans les règles de l'art, seront cadénassés et cimentés après usage, sauf pour des besoins de surveillance de la nappe le cas échéant ;
  - ☐ Le remblaiement d'excavation sera réalisé à l'aide de matériaux naturels provenant de carrière, sans influence sur la chimie de la nappe.
- En ce qui concerne les constructions :
  - ☐ Tout projet de nouvelles voies de communication devra faire l'objet d'une étude spécifique pour l'assainissement de la chaussée et ne par porter de préjudice au captage d'eau.
- En ce qui concerne les activités agricoles :
  - ☐ Les épandages agricoles seront conduits selon le code des bonnes pratiques agricoles ;
  - ☐ Le pacage des animaux sera tel que la charge d'animaux à la parcelle maintienne un couvert permanent des sols.
- En ce qui concerne les activités forestières :
  - ☐ Dans les peuplements en régénération, les coupes à blanc ne devront pas excéder un hectare d'un seul tenant avec une surface cumulée de deux hectares par an dans le périmètre. Le cumul des surfaces coupées à blanc, dans les peuplements en régénération pendant cinq ans ne devra pas excéder 4 hectares.
- En ce qui concerne le cours d'eau :
  - ☐ La ripisylve existante sera maintenue par un entretien léger. Dans le cas de travaux sur le cours d'eau allant au delà d'un simple entretien léger de la ripisylve (intervention sur le lit mineur, modification du lit, création d'une passerelle, intervention lourde sur les berges ...), il sera indispensable quel que soit leur ampleur d'en avertir la police de l'eau par la production d'une notice d'incidence des travaux sur le forage.

**9-3 Périmètre de protection éloignée**

**A l'intérieur de ce périmètre sont réglementés :**

- En ce qui concerne les travaux souterrains :
  - ☐ Les captages d'eau captant le même aquifère seront soumis à déclaration quelque soit le débit prélevé. L'incidence sur le forage sera ainsi étudiée ;
  - ☐ Les sondages et forages de reconnaissance seront exécutés dans les règles de l'art, seront cadénassés et cimentés après usage, sauf pour des besoins de surveillance de la nappe le cas échéant ;
  - ☐ Tout projet de carrière devra faire l'objet d'une étude hydrogéologique afin de mesurer l'impact éventuel sur le point d'eau et les mesures prises pour annuler les effets néfastes ;
  - ☐ Le remblayage d'excavations sera réalisé à l'aide de matériaux naturels provenant de carrière et n'ayant pas d'incidence sur la chimie de la nappe ;
  - ☐ La création de mares et d'étangs devra faire l'objet d'une étude hydrogéologique afin de déterminer, au droit du site, la profondeur à ne pas dépasser et les dispositions techniques à prendre afin de ne pas atteindre la nappe.
- En ce qui concerne les stockages et dépôts :
  - ☐ Les stockages de produits polluants et de déchets solides seront réalisés sur des aires étanches dont les eaux pluviales seront traitées avant rejet ou sur des aires étanches couvertes ;
  - ☐ Les stockages liquides de produits polluants seront réalisés dans des cuves étanches à double enveloppes ou munies d'un bassin de rétention étanche. Ce bassin présentera une capacité égale au volume stocké et sera isolé des eaux pluviales pour éviter les débordements ;

- ❑ En cas de nécessité de créer sur place ou de modifier un bassin de décantation ou/et une station d'épuration pour les eaux domestiques et industrielles dans l'enceinte du périmètre de protection, on en étudiera l'incidence sur le point d'eau et on examinera les solutions alternatives et les aménagements permettant d'éliminer tout impact sur le point d'eau. Le projet devra être porté à la connaissance des services de police de l'eau qui jugeront de sa faisabilité.
- En ce qui concerne les canalisations :
  - ❑ Toutes les canalisations de produits polluants seront étanches. Elles feront l'objet d'un contrôle par l'exploitant.
- En ce qui concerne les rejets liquides :
  - ❑ Tout rejet d'eaux usées domestiques devra faire l'objet d'un traitement avant rejet dans le milieu naturel comme le prévoit la réglementation générale. On étudiera pour chaque type de rejet, le traitement optimal et le point de rejet le moins préjudiciable pour le point de captage ;
  - ❑ Les autres rejets ou effluents devront faire l'objet d'un traitement avant rejet au milieu naturel ;
  - ❑ En cas de nécessité de mettre en place un bassin d'infiltration d'eaux pluviales, on étudiera toutes les solutions alternatives et on réalisera une notice d'incidence sur le forage.
- En ce qui concerne les constructions :
  - ❑ Les modalités d'extension ou de construction de cimetières seront définies en fonction des conclusions d'une notice d'incidence ;
  - ❑ Toute étude d'impact lors de la création d'une installation classée devra comporter une étude hydrogéologique mesurant l'impact sur le point d'eau et les mesures prises pour le minimiser ;
  - ❑ Les bâtiments d'élevage et d'engraissement autres que les installations classées devront faire l'objet d'une mise aux normes le cas échéant ;
  - ❑ Les silos produisant des jus de fermentation devront être installés sur une aire étanche avec récupération des jus ;
  - ❑ L'évacuation des eaux pluviales en cas de modification importante de la voirie devra se faire dans un réseau de collecte étanché avec évacuation à l'extérieur des périmètres de protection.
- En ce qui concerne les activités agricoles :
  - ❑ Les épandages agricoles seront conduits selon le code des bonnes pratiques agricoles.
- En ce qui concerne les activités forestières :
  - ❑ Les aires de stockage du bois coupé devront être installées sur une aire étanche ;
  - ❑ Le traitement du bois coupé ne pourra se faire que si le bois est installé sur aire étanche avec récupération des jus.

#### Article 10 - Travaux à réaliser

Les travaux de mise en conformité suivants doivent être réalisés dans un délai maximum d'un an à compter de la publication du présent arrêté :

- Réparation de la bride de la tête de forage ;
- Mise en place d'un dispositif pour vider la chambre gravitairement.

Une inspection caméra doit être réalisée afin de surveiller l'état de vieillissement du forage.

#### Article 11 - Réglementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté

Les installations, activités et dépôts existants dans les périmètres de protection éloignée et rapprochée à la date du présent arrêté doivent satisfaire aux obligations de l'article 9 dans un délai maximum d'un an à compter de la publication du présent arrêté.

#### Article 12 - Réglementation des activités, installations et dépôts dont la création est postérieure au présent arrêté

Le propriétaire désirant réaliser ou modifier une activité, installation ou dépôt réglementé conformément à l'article 9, fait part de son intention au préfet de Meurthe-et-Moselle, avant tout début de réalisation, en précisant :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux ou à leur écoulement.
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il fournit tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration est faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'administration fait connaître au pétitionnaire les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, sont réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Si ces activités, installations ou dépôts nécessitent l'octroi d'une autorisation au titre de la législation sur les installations classées ou sur les établissements soumis à la déclaration, un dossier unique est constitué par le pétitionnaire regroupant les pièces nécessaires à l'instruction de sa demande d'autorisation et celles prévues par le présent arrêté.

Une décision unique lui est alors adressée.

#### **Article 13 - Contrôle des prescriptions et sanctions**

Les maires des communes de Jaillon et Villey-Saint-Etienne sont chargés du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur des périmètres de protection.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 9 du présent arrêté sera passible des peines prévues par les articles L.1324-3 et L.1321-4 du code de la santé publique.

#### **Article 14 - Publicité**

Un extrait de cet acte est adressé à chaque propriétaire intéressé afin de l'informer des servitudes qui grèvent son terrain, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux.

Il est affiché à la mairie des communes de Jaillon et de Villers-Saint-Etienne pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage est insérée dans deux journaux locaux.

Les maires des communes de Jaillon et Villey-Saint-Etienne conservent l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivrent à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

### **Titre IV – Utilisation de l'eau à des fins de consommation humaine**

#### **Article 15- Situation**

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

#### **Article 16- Traitement**

L'eau prélevée fait l'objet, avant distribution, d'un traitement comprenant deux dispositifs de désinfection agréés par le ministère chargé de la santé afin d'assurer en permanence la distribution d'une eau conforme aux exigences de qualité réglementaire.

#### **Article 17- Contrôle de la qualité de l'eau**

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme départemental fixé par la direction départementale des affaires sanitaires et sociales, selon la réglementation en vigueur.

### **Titre V – Dispositions diverses**

#### **Article 18-**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa mention au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ou de sa notification pour les propriétaires de parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate ou rapprochée.

#### **Article 19 –**

Une copie du présent arrêté est adressée au bureau des recherches géologiques et minières, à la direction régionale de l'environnement, à la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, à l'agence de l'eau Rhin Meuse.

Article 20 -

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Toul, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le directeur départemental de l'équipement, le président du syndicat intercommunal des eaux de Villey-Saint-Etienne – Jaillon, les maires des communes de Jaillon et de Villey-Saint-Etienne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont il sera fait mention au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 28 MAR. 2007

Le préfet,  
Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Secrétaire Général

Marc BURG